Algérie Fonction publique : Les syndicalistes se donnent une semaine pour décider

L'intersyndicale autonome de la Fonction publique ne veut pas faire dans la précipitation. L'annonce d'un plan d'action, pourtant attendu pour le 10 octobre, a été finalement reportée à une échéance ultérieure dans le souci d'assurer « une préparation optimale du prochain mouvement de contestation».

La réunion des représentants des syndicats autonomes affiliés à cette intersyndicale a été consacrée, en effet, à discuter de l'élaboration d'un code réglementaire, nécessaire, selon les syndicalistes, pour éviter d'aller vers la contestation en rangs dispersés.

« Nous voulons une action réussie pour donner un coup de force aux syndicats autonomes. Nous comptons lancer un mouvement sur des bases réelles et avec une bonne préparation pour appuyer nos légitimes revendications socioprofessionnelles», déclare M. Malaoui, SG du Snapap. Avant d'aller vers un mouvement de contestation, les syndicalistes veulent adopter en premier un code de conduite de l'intersyndicale pour éviter les « surprises ».

« Après l'adoption du code de conduite, on pourra discuter des actions à mener à l'avenir. On veut une action réfléchie basée sur la mobilisation générale de tous les secteurs de la Fonction publique », confie le même syndicaliste, tout en annonçant une action de grande envergure dans les prochains mois.

« La mobilisation à grande échelle des travailleurs et des syndicats autonomes reste nécessaire pour avoir une action dure mais surtout sûre », lance ce syndicaliste. Interrogé sur la forme de cette future action de contestation, il a révélé que le prochain mouvement de contestation sera lancé avec toutes les méthodes (grève illimitée, sit-in national, rassemblements...).

Le nouveau plan d'action de l'intersyndicale autonome de la Fonction publique sera définitivement arrêté, sauf surprise de dernière minute, au cours de la réunion du 17 octobre, estiment les syndicalistes. L'idée d'une grève ouverte dans la Fonction publique semble partagée par l'ensemble des syndicats autonomes, déçus par les dernières révisions de salaires décidées par les pouvoirs publics.

La révision à la hausse du régime indemnitaire de la Fonction publique demeure la première revendication des syndicats, qui demandent un réajustement des salaires par rapport au coût réel de la vie. Les syndicats autonomes dénoncent également l'exclusion des représentants des fonctionnaires dans l'élaboration des statuts particuliers «concoctés par l'administration sans aucune considération pour les revendications des travailleurs ».